

Les faits, toujours révolutionnaires

Un journaliste parlant en 1968 de la presse d'alors parle aussi des médias de 2018. C'est ce que montre la réédition, grâce à Edwy Plenel, d'un livre de Jean Schwœbel

GILLES BASTIN

Il faut veiller sur les livres tombés un peu trop vite dans l'oubli. Même quand le marché de l'édition les a depuis longtemps poussés vers la sortie, ils peuvent continuer d'étonner et de revendiquer une place dans la vie des idées. *La Presse, le Pouvoir et l'Argent*, de Jean Schwœbel, est de ceux-là. Initialement paru au printemps 1968 avec une préface de Paul Ricœur, le livre – et son auteur, un grand journaliste de la rubrique diplomatique du *Monde*, auteur d'études sur les luttes de puissance de l'après-guerre – parut sans doute trop sage pour se frayer un chemin sur les barricades.

Il faut dire que la concurrence était rude. Les deux grands succès éditoriaux de ce printemps-là dans la catégorie des essais furent *L'Homme unidimensionnel* (Minuit), d'Herbert Marcuse (1898-1979), et le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, de Raoul Vaneigem (Gallimard). Deux ouvrages « austères », écrivait *Le Monde*, mais le premier s'était déjà vendu à plus de 350 000 exemplaires en juillet, et le second était épuisé alors qu'il était sorti sans grande pompe quelques mois plus tôt. La théorie critique mâtinée de freudisme de Marcuse et le situationnisme faisaient leur entrée dans le débat sur les médias en France, au moment même où paraissait *La Presse, le Pouvoir et l'Argent*. Concurrence déloyale évidemment : la jeunesse affichait alors



Conférence de rédaction au « Monde », en 1970, dans l'immeuble que le journal occupait boulevard des Italiens, à Paris. De gauche à droite : Pierre Viansson-Ponté, rédacteur en chef adjoint ; Jean Planchais, chef des informations générales ; Claude Julien, chef du service étranger ; Gilbert Mathieu, chef du service économie ; Pierre Drouin, rédacteur en chef adjoint. AFP PHOTO

Mais Jean Schwœbel n'était pas exactement l'homme des grandes enjambées théoriques et des formules. Il s'était fait, depuis une vingtaine d'années, l'animateur d'une cause : celle des sociétés de rédacteurs. L'idée était simple. Les journalistes devaient entrer au capital des entreprises de presse et les cogérer avec leurs propriétaires, qui souvent, d'ailleurs, en avaient hérité sans dépenses à la Libération. Cette idée gagnait du terrain à grande vitesse depuis que les premiers de ces sociétés de rédacteurs avaient vu le jour à *France Soir* et *Sud-Ouest* et que les journalistes du *Monde* avaient frappé les esprits en s'imposant, en 1951, au capital de leur journal.

Des révolutionnaires en costume, ces journalistes ? Schwœbel citait le chrétien-social Lamennais plus volontiers que Marx, mais, après tout, qui peut jurer que le second n'aurait pas repris la formule du premier : « *Il faut aujourd'hui de l'or, beaucoup d'or, pour jouir du droit de parler : nous ne sommes pas assez riches, silence aux pauvres* » ? C'est que, comme le fait remarquer Edwy Plenel, à qui l'on doit la réédition de l'ouvrage, lorsqu'on l'interroge sur Schwœbel, qu'il côtoya un temps au *Monde* : « *Il appartenait à une génération de journalistes à la fois très austères, tous cravatés et parfois hautains en apparence, mais qui étaient en fait des dissidents portant haut l'irrévérence*. »

Le fondateur de *Mediapart*, qui publie aussi en ce moment un

EXTRAIT

« Il faut que tout le monde comprenne dès maintenant ce qui est en jeu, et l'extrême gravité, voire l'insigne importance de la partie qui va s'engager. Ce n'est en effet rien de moins que la liberté même des citoyens qui est en cause, le progrès des sociétés dans lesquelles ils vivent, c'est enfin la paix et la sécurité de tous. Dans un monde qui ne sait plus où il va et qui ressasse de vieilles recettes politiques totalement éculées alors qu'il est menacé dans son existence même par des armées apocalyptiques d'anéantissement (...), l'opinion publique comprendra-t-elle à temps qu'il faut soutenir l'effort des journalistes pour soustraire la mission d'information à la dépendance des intérêts mercantiles et aux contraintes du pouvoir ? »

LA PRESSE, LE POUVOIR ET L'ARGENT, PAGE 37

livre bilan de son expérience de journaliste et patron de presse (*La Valeur de l'information*, Don Quichotte, 256 p., 18 €), ne pouvait méconnaître *La Presse, le Pouvoir et l'Argent* et son esprit de respectueuse irrévérence, en cravate ou pas ! C'est que Schwœbel ne se contentait pas de protester contre le fait que l'information « puisse être traitée comme un produit commercial quelconque », il affirmait le caractère révolutionnaire de l'information elle-même : « *Les faits*, écrivait-il, *sont non conformistes pour ne pas dire qu'ils sont généralement révolutionnaires dans la mesure où ils dérangent, ce qui est le cas, le plus souvent,*

des habitudes et des "intérêts". » Edwy Plenel aime rappeler que ces faits révolutionnaires, du genre de ceux que les journalistes dénichent là où d'autres les ont cachés, sont fragiles. Ils meurent lentement, aujourd'hui, sur le Web financé par la publicité. « *Avez-vous remarqué*, glisse-t-il, *que les fake news sont souvent fabriquées pour faire le buzz et rapporter des ressources publicitaires à leurs auteurs ?* »

On comprend encore mieux pourquoi Jean Schwœbel méritait, aux yeux de Plenel, de se voir offrir une seconde vie lorsque l'on décèle le « message subliminal », selon ses mots, que le journaliste y a placé à l'attention d'Emmanuel Macron. Car la préface originale du livre est signée d'un Paul Ricœur bien différent du sage professeur d'éthique qu'aime citer Emmanuel Macron, qui en fut proche. Pour celui qui devait bientôt démissionner de la direction du département de philosophie de Nanterre en signe de protestation contre la charge des CRS dans son université, l'information n'est en effet rien d'autre qu'un « service d'intérêt public qui appelle, sur le plan du droit, une institution originale, soustraite au pouvoir de l'Etat et au pouvoir de l'argent ».

La deuxième vie du livre de Jean Schwœbel permettra peut-être de redonner à cette idée révolutionnaire la place qu'elle mérite dans le débat public. ■

Jean Schwœbel s'était fait l'animateur d'une cause : celle des sociétés de rédacteurs. L'idée était simple. Les journalistes devaient entrer au capital des entreprises de presse et les cogérer avec leurs propriétaires

sur les murs de Paris son rejet violent de la presse et de la télévision aux ordres du pouvoir bourgeois !

Le livre publié par les éditions du Seuil capturerait pourtant aussi un peu de l'air ambiant, brocardant les dérives mercantiles des journaux et la « presse commerciale » animée principalement, selon l'auteur, par « la quête forcée des recettes publicitaires » et l'appât monétaire du divertissement, quand elle aurait dû se hisser à la hauteur des espoirs que les résistants avaient placés en elle.

Le pouvoir aux « apporteurs d'idées » !

PEU DE CONTEXTES furent plus favorables que celui de l'immédiat après-guerre à l'éclosion d'une nouvelle presse soucieuse autant de professionnalisme que d'honorer sa mission démocratique d'éducation populaire. C'est peu de dire que Jean Schwœbel, lorsqu'il écrit *La Presse, le Pouvoir et l'Argent* vingt ans après la fin de la guerre, ne croit plus dans cette promesse.

Sa plume est féroce pour dénoncer les trop nombreux renoncements de ceux à qui furent confiés les journaux nés des décombres de la

guerre : les patrons de presse « encaisseurs de publicité » et les « vedettes » stipendiées pour se garder « de mettre en cause les structures établies ». La presse, selon lui, s'est malheureusement donné pour mission de « ne pas inquiéter [ses] lecteurs, les divertir et surtout les distraire des responsabilités qu'ils devraient assumer dans un monde en pleine anarchie ».

Il s'agit donc de changer les choses et pour cela de redonner le pouvoir aux « apporteurs d'idées » que sont les journalistes. Ceux-ci, organisés en sociétés de rédacteurs présentes au capital de leur entreprise, devront bientôt, pour Schwœbel, remettre la

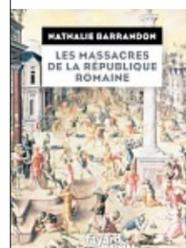
presse sur les bons rails et « soustraire l'information aux règles mercantiles des sociétés commerciales courantes ». La réussite de ce projet grandiose n'a malheureusement pas été au rendez-vous pour celui qui en fut l'avocat infatigable, véritable révolutionnaire louant, contre le règne de la publicité, l'avènement d'un monde fondé sur les faits. ■ G. BN

LA PRESSE, LE POUVOIR ET L'ARGENT, de Jean Schwœbel, préface de Paul Ricœur, avant-propos d'Edwy Plenel, Seuil, « La librairie du XXI^e siècle », 368 p., 23 €.

SANS OUBLIER

Cruels Romains

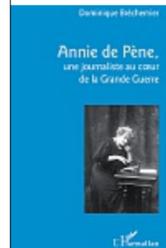
Que l'origine romaine du mot « brutalité » (*brutalitas*) ne doive rien au hasard est un fait qui a captivé bien des esprits au XX^e siècle. Pour autant, les massacres de la guerre des Gaules, l'éradication de Carthage ou les proscriptions sanglantes qui marquèrent la fin de la République préfigurent-ils les génocides des temps modernes ? L'étude approfondie, par Nathalie Barrandon, de la cinquantaine de tueries de masse d'ennemis de Rome perpétrées entre 218 et 30 av. J.-C., et de cinq massacres de citoyens, met en évidence une culture de la cruauté, l'absence quasi totale de droit de la guerre et d'empathie victimaire, plutôt que l'élaboration précoce d'une politique génocidaire décidée à l'avance, souvent motivée par des considérations raciales et cherchant à effacer toutes traces du crime. Malgré l'impact des scènes littéraires, comme les horreurs de la prise de Troie narrées par Virgile dans *l'Enéide*, l'historienne montre de façon convaincante que les sources historiques latines, par-



fois corroborées par l'archéologie, peuvent, sur ce point, se montrer crédibles. ■ NICOLAS WEILL ► *Les Massacres de la République romaine*, de Nathalie Barrandon, Fayard, « Histoire », 442 p., 23 €.

L'œil d'Annie de Pène

Les lecteurs de Colette connaissent bien Annie de Pène (1871-1918), son « *Annie d'enfance* ». Dominique Bréchemier réunit pour la première fois les articles publiés par la romancière et journaliste entre 1915 et 1918 – des chroniques de la vie à l'arrière, pour l'essentiel. Si Annie de Pène se défend de tout engagement politique, son combat humaniste s'exprime à travers le choix de ses sujets. Particulièrement dans l'attention portée aux femmes modestes. Rien de pittoresque cependant dans ces portraits ciselés d'obusières ou de charbonnières, dont elle souligne le courage. A l'inverse, elle épingle avec une redoutable causticité quelques bourgeois désinvoltes. Au-delà de cette confrontation, le recueil met en évidence les mutations provoquées par la Grande Guerre et ques-



tionne l'avenir des femmes dans la société et le monde du travail. ■ CHRISTINE ROUSSEAU ► *Annie de Pène, une journaliste au cœur de la Grande Guerre*, édité par Dominique Bréchemier, L'Harmattan, 234 p., 24 €.

Expérience des limites

Ce livre était possible, puisqu'il existe. Il semble pourtant porter en permanence la trace de son impossibilité, comme s'il était arraché ligne après ligne au chaos dont il est, dans un même geste, le relevé et la suspension. Le philosophe François Matheron a fait un accident vasculaire cérébral en 2005. Il raconte avec une lucidité inflexible la perte et le réapprentissage du langage, les chutes, les incontinences, les dépressions et l'effort pour tenir, pour recouvrer sa force, son autonomie, sa pensée. Mais, loin de ne livrer qu'un témoignage sur la maladie, il prolonge cette renaissance de la pensée en une pensée, justement, du « commencement à partir de rien. (...) Temps pour moi nouveau, celui de la nouveauté ininterrompue ». Philosophe de la faiblesse, dans la faiblesse, il transforme l'épreuve en une expérience quasi métaphysique des limites, aux dimensions de la condition humaine. ■ FLORENT GEORGESCO ► *L'Homme qui ne savait plus écrire*, de François Matheron, Zones, 112 p., 12 €.